

# GREVE, LUTTE, BLOCAGE, ...

MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2025

**Lors de son annonce budgétaire du 15 juillet 2025, dans un mépris de classe total, le gouvernement nous a craché au visage :**

*Suppression de 2 jour fériés, remise en cause de la 5eme semaine de congés payés, ajouts de jours de carences en cas en cas d'arrêt maladie, doublement des franchises médicales, gel des prestations sociales, désindexation des pensions de retraites...*

**Connerie sur connerie pour nous voler au profit du capital !!!!! :**

Ces mesures injustes vont servir à compenser les cadeaux faits au patronat :

- Suppression de l'impôt sur la fortune.
- 211 milliards d'euros d'aides publiques sans contrepartie aux entreprises en 2023.
- Le taux d'imposition des entreprises a baissé de 33 % à 25 % entre 2017 et 2022.
- Les dividendes continuent de battre des records pendant que les salaires stagnent.
- Le gouvernement s'attaque aux plus démunies et ferme les yeux sur les 80 milliards de fraude fiscale.



**Ces mesures budgétaires ne changeront rien à la situation dans laquelle les gouvernements successifs à la solde des capitalistes nous ont mis !!!!**

En 2004 le gouvernement avait déjà supprimé un jour férié. A quoi cela a-t-il servi au final ? Ils avaient appelé ça "Journée de solidarité". Ils auraient dû l'appeler "journée pour bien nous escroquer".

SUD santé sociaux 78 appelle l'ensemble des salarié·e·s à se mettre en grève et à participer massivement à toute forme de mobilisation et d'action

Le 10 septembre et les jours qui suivront !

**NOUS REVENDIQUONS :**

- Le retour à la retraite à 60 ans ou 37,5 annuités avec une base de cotisation sur les 5 meilleures années (pour le secteur privé)
- La revalorisation des salaires, des pensions et des minimas sociaux.
- SMIC à 2000 € net indexé sur l'inflation.
- Le retour de l'ISF
- La suppression des exonérations de cotisations qui détruisent la protection sociale et tirent les salaires vers le bas.

**UNE COLERE LEGITIME**

Des collectifs citoyen·ne·s appellent à bloquer le pays à partir du 10 septembre ! Elles et Ils ont raison ! Rejoignons-les !

En tant que syndicat de lutte, nous lançons un appel à la grève afin que toutes et tous puissiez quitter votre entreprise pour participer aux actions !

# Nous ne paierons pas leur dette

**Pour nos politiques :** 700€ d'augmentation mensuelle pour les frais de mandat des sénateurs/rices, 305€ mensuel pour les député·e·s pour faire face à l'inflation. Le budget de l'Elysée qui passe de 102,5M€ en 2017 à plus de 125M€ en 2023. Les dépenses liées strictement à l'activité de Mme Macron s'élèvent à 309 484€ en 2023. Pas mal pour une personne qui n'a aucune fonction officielle. Un recours croissant aux cabinets de conseils. Pendant que ces nantis se gavent avec notre argent, iels nous demandent de nous serrer encore plus la ceinture pour résorber le déficit qu'iels ont creusé avec leurs décisions et politiques en faveur des grandes entreprises, des banques et des plus riches. Comme l'exonération de cotisations sociales (en moins pour le budget de la sécurité sociale) en constante augmentation et qui représente 75Mds€ en 2023, plus de 200Mds€ de cadeaux fiscaux tous les ans sans contrepartie, la suppression de l'ISF qui rapportait 4,5Mds€ (à comparer aux 4,2Mds€ espérés pour la suppression des 2 fériés)...

**Dans le même temps, pour nous depuis 2017 c'est l'austérité. Jugez plutôt :**

Augmentation du point d'indice en berne, suppression de deux jours fériés, 5e semaine de congés payés remise en cause avec sa monétisation, année blanche pour l'ensemble des prestations sociales, suppression de 3000 fonctionnaires, baisse des APL, doublement de la franchise médicale, réforme des retraites, réformes de l'assurance chômage, excluant nombre de bénéficiaires et permettant de baisser artificiellement le nombre de chômeurs/euses, réforme sur l'immigration plongeant encore plus dans l'incertitude nos collègues travailleuses et travailleurs sans titre de séjour, suppression des congés bonifiés, durcissement de la condition d'octroi de la prime d'installation, des budgets sécurité sociale et donc hôpitaux en baisses constantes, 26000 lits d'hôpitaux fermés à fin 2023 depuis l'élection de Macron, jour de carence pour les fonctionnaires, baisse de 10% du salaire par jour d'arrêt, non reconnaissance en maladie pro de tous les contaminé·e·s du COVID, inflation importante ces dernières années, code du travail attaqué de toute part instaurant toujours plus de contraintes pour les salarié·e·s et de pouvoir pour les patrons, suppression des CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail), déploiement des GHT (Groupement Hospitalier de Territoire) qui mutualise ou fusionne les hôpitaux, individualisation du travail et des carrières, part croissante des contractuel·le·s dans la fonction publique, suppression de l'avancement à l'ancienneté et des promotions de grades en CAP (Commission Administrative Paritaire) permettant l'arbitraire, l'impact du temps partiel thérapeutique sur la prime de service, le non versement de la prime SEGUR à l'ensemble des professionnel·le·s de santé, la suppression de nombre de critères de pénibilités permettant un départ anticipé à la retraite, projet de réforme des critères d'attribution de la prime de service, restrictions des libertés individuelles, limitation à 3 mandats syndicaux pour les représentant·e·s du secteur privé, attaque des ALD (Affection Longue Durée), obligation de travailler pour bénéficier du RSA (Revenu de Solidarité Active) à 646€, suppression de l'observatoire de la pauvreté en France pour "dissimuler" son explosion, la baisse de l'industrialisation, la banalisation de la parole raciste, sexiste et homophobe, une plus grande criminalisation de l'action syndicale, création de barème pour les licenciements. Nous pourrions continuer, mais le constat est clair et sans appel :

## Nous avons suffisamment payé !

**Ces politicien·ne·s qui n'ont jamais travaillé veulent nous imposer une misère sociale pour protéger leurs privilèges.**

C'est pour cela que nous vous appelons à vous mobiliser massivement  
le 10 septembre 2025 on bloque le rond-point devant Mignot de 8h à 12h